

Brochure n° 3309

**Convention collective nationale**

IDCC : 2272. – **ASSAINISSEMENT ET MAINTENANCE INDUSTRIELLE**

**AVENANT N° 22 DU 10 DÉCEMBRE 2010**  
PORTANT ACTUALISATION DES CODES NAF

NOR : ASET1150515M

IDCC : 2272

Les partenaires sociaux de la branche constatent que les codes NAF (nomenclature d'activités française) visés dans la convention collective nationale de l'assainissement et de la maintenance industrielle du 22 mai 2002 ont fait l'objet d'une modification en 2008.

En effet, dans le cadre d'une harmonisation européenne, l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a procédé à un changement de la nomenclature des activités françaises afin notamment de l'adapter aux évolutions technologique, économique et social des entreprises.

Aussi, les organisations signataires conviennent d'actualiser les références conventionnelles conformément à la nouvelle nomenclature des activités économiques en vigueur.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Nouvelles références à la nomenclature des activités française*

L'article 1.1, dernier alinéa, de la convention collective nationale de l'assainissement et de la maintenance industrielle est modifié comme suit :

« Les activités ci-dessus sont classées en général dans les rubriques 37.00Z, 38.12Z ou 81.22Z de la nomenclature des activités économiques en vigueur. »

**Article 2**

*Application de l'avenant*

**2.1. Portée. – Champ d'application**

Le présent avenant s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application défini par les articles 1.1 et 1.2 de la convention collective nationale de l'assainissement et de la maintenance industrielle.

**2.2. Durée**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

**2.3. Notification. – Dépôt**

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail conformément à l'article D. 2231-3 du code du travail ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par l'article D. 2231-2 du code du travail.

**2.4. Entrée en vigueur. – Extension**

Le présent avenant fera l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-19 et suivants du code du travail. Il s'appliquera le lendemain de la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 10 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FNSA.

**Syndicats de salariés :**

FGTE CFDT ;

FGT CFTC ;

FNST CGT ;

ENT CGT-FO.